

*l'Anti*capitaliste

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

n°711 | 6 juin 2024 | 1,50 €

**NON À L'EUROPE FORTERESSE ET
L'OPPRESSION COLONIALE!**

**OUVREZ LES
FRONTIÈRES!**



**LIBERTÉ POUR
LES PEUPLES!**

ZOOM

Kanaky. La construction de la solidarité, une urgence anticolonialiste

Page 2

INTERNATIONAL

États-Unis. Après la condamnation de Trump, quelles conséquences pour l'élection? Page 4

ARGUMENTS

EPR : des alertes restées sans effet... jusqu'à quand?

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Noémie Fachan, dessinatrice et autrice de BD féministe

Page 8

Édito

Après le 9 juin,
le combat
continue...Par **FABIENNE DOLET**

Une couverture médiatique 30% plus faible en volume qu'en 2019, un débat franco-français et beaucoup d'inconnus têtes de liste. Voilà le constat que fait la Fondation Jean-Jaurès sur la campagne des élections européennes en France. Il vient s'ajouter au tableau déjà sombre de cette campagne où on aura plus discuté des sondages (en particulier ceux du RN) et joué avec les anathèmes. Et l'irruption du Premier ministre, comme invité surprise, dans un débat de Valérie Hayer sur France Info le 3 juin, tout comme les recommandations de l'Arcom en prévision de l'intervention du Président à propos du Débarquement montrent combien le débat démocratique est lésé. Le scénario usé de la macronie qui consiste à promouvoir le RN pour mieux se poser en alternative à de quoi favoriser aussi le dégoût, l'abstention et... l'extrême droite.

Pourtant, le réveil de la rue en soutien aux PalestinienNEs de ces derniers jours pourrait contribuer à bousculer les prévisions sondagières des médias dominants. Rien n'est joué encore.

Dans ce bal des horreurs réactionnaires, sexistes et racistes, une seule liste à gauche est parvenue à faire entendre une voix résolue sur la nécessaire solidarité avec le peuple palestinien et contre la répression mise en place par Macron et Darmanin. C'est celle de Manon Aubry, la seule en mesure d'envoyer des députéEs capables au quotidien de porter une perspective autre que celle de cette Europe des banques, de la guerre et des barbelés. Et pour laquelle le NPA-l'Anticapitaliste appelle à voter. Au-delà du vote du 9 juin, nous avons besoin de continuer à construire les mobilisations, sur nos lieux de travail ou d'études, dans nos quartiers afin de mettre un coup d'arrêt à Macron et à l'extrême droite, et de changer d'Europe.

Au-delà, les débats sur les questions européennes et internationales, stratégiques ou tactiques ne sont pas épuisés. Les échanges et les discussions politiques devront se poursuivre au sein de cette gauche qui n'a pas totalement renoncé à changer le système. Car plus que jamais, nous avons besoin d'être uniEs dans l'action et de fonder une force politique, démocratique, capable de mobiliser pour imposer un programme de transformation révolutionnaire de la société.

Bien dit

Parmi les personnes sans emploi un mois donné, la réforme réduirait le nombre d'indemnisés de 230 000 personnes chaque mois, pour créer seulement 90 000 emplois.

MICHAËL ZEMMOUR, *Alternatives économiques*, 31 mai 2024.

À la Une

PALESTINE Pour Gaza, la rue fait monter la pression

Les images insoutenables de Rafah — ville où avaient été déplacées des centaines de milliers de GazaouiEs — nous parviennent en haute résolution alors que se déroule l'offensive militaire israélienne.

Après le massacre de la farine, le massacre des tentes : plusieurs dizaines d'enfants brûlés vifs par un bombardement israélien. Des images atroces qui ont déclenché une vague d'indignation mondiale. Un « ça suffit » énorme a déferlé la semaine dernière dans des dizaines de pays. En France, notamment à Paris, des rassemblements massifs ont eu lieu tous les soirs de la dernière semaine de mai avec plusieurs départs en manifestations « sauvages ». Des cortèges jeunes et dynamiques malgré la météo catastrophique. La dynamique s'est confirmée avec des manifestations plus massives ce week-end à Paris mais aussi dans beaucoup de villes en régions.

Netanyahu fragilisé

Après bientôt huit mois de guerre sans relâche sur une enclave d'où il n'est pas possible de s'échapper avec un accès à l'eau et à la nourriture dépendant de l'aide humanitaire, le calvaire des PalestinienNEs ne fait que continuer, et à la cruauté s'ajoute l'insulte. Ou plutôt les insultes. D'une part, Netanyahu est invité à parler au JT de TF1 en « prime time » pour défendre sa propagande en parlant de civilisation judéo-chrétienne. Il serait également invité en personne aux États-Unis pour parler devant le Congrès par des sénateurs des deux partis politiques le 13 juin prochain, ce que nie Netanyahu. Netanyahu peut aussi insulter la terre entière en refusant l'accord de cessez-le-feu qu'il



à lui-même proposé. Il sait que sa coalition ne survivra pas à un arrêt de l'offensive. Et même s'il y a beaucoup d'oppositions à sa politique, notamment les familles des otages, la société israélienne continue d'être partisane du massacre. Un sondage du 1^{er} juin indiquait que 34% des IsraélienNEs pensent que le gouvernement n'est pas allé assez loin dans l'offensive à Gaza. Et même parmi la gauche israélienne, les gens sont majoritairement opposés au fait que leur Premier ministre soit la cible de mandats d'arrêt de la CPI comme un vulgaire « dictateur africain », selon la formule raciste d'un ministre israélien. Ces mandats d'arrêt ne sont pourtant que justice et, quand ils seront émis, Netanyahu ne pourra presque plus se déplacer

(sauf pour aller aux États-Unis ou... en Russie). Cette mini-victoire et la perte de légitimité sont d'excellents points d'appui.

La mobilisation continue

Cela ne suffira pas néanmoins. Car même si la pression monte, elle ne monte pas assez vite pour les PalestinienNEs qui continuent de subir des horreurs, de souffrir de la famine et de conditions sanitaires déplorables, tout en étant poussée à fuir. Plus de 58% des bâtiments ont été détruits à Gaza, et Israël a, au cours des derniers mois, agrandi un checkpoint, à Netzarim, pour en faire une « zone tampon » autour d'une route de 6,5 km de long, traversant la bande de Gaza. Une zone militaire grignotant davantage de territoire aux PalestinienNEs! ¹

Il reste qu'Israël est mis de plus en plus au ban des nations et ne survit que par un soutien des puissances occidentales qui commencent à trouver que le prix de ce soutien est élevé. Joe Biden, le premier.

Il faut donc continuer à intensifier la pression, pour que ce coût augmente de façon rédhibitoire. Pas seulement pour l'arrêt des massacres mais aussi pour la justice à Gaza, en Cisjordanie, contre l'occupation et pour défendre le droit au retour de toutes et tous les PalestinienNEs. Pour une Palestine libre!

Nous serons dans les prochains jours dans la rue pour crier notre colère et notre indignation, mais aussi pour construire les collectifs locaux de solidarité avec les PalestinienNEs contre l'ordre colonial et continuer à mettre la pression contre l'occupation des territoires!

Édouard Soulier

1 - Ruwaida Kamal Amer (+972 Magazine),

« Comment Israël redessine la bande de Gaza », *Mediapart*, 1^{er} juin 2024.

Acturama



GUERNICA AUX COULEURS DE LA PALESTINE

Sur le campus de Bellas Artes de l'université espagnole de Cuenca (Castilla-La-Mancha), Shole, Crispy et Sara, trois étudiantEs en Beaux-Arts ont décidé de manifester leur solidarité avec la Palestine de façon spectaculaire, symbolique et esthétique! Belle manière de s'inscrire dans l'élan mondial de la jeunesse contre la folie génocidaire de l'État d'Israël et de faire le lien avec la destruction de Guernica en 1937 par les fascistes européens! © DR

KANAKY La construction de la solidarité, une urgence anticolonialiste

La levée le 28 mai de l'état d'urgence — mais pas du couvre-feu et des mesures d'assignation à résidence ni des poursuites judiciaires contre les « indépendantistes » — c'est toujours le « en-même-temps » macronien. S'il y a un recul politique, avec engagement de ne « pas passer en force », c'est qu'à moins de deux mois de l'ouverture des JO, les images de la violence coloniale sont contradictoires avec les discours lénifiants sur la France terre d'accueil et de progrès, les JO parenthèse de paix dans les conflits... Macron ne veut pas voir parasiter « son moment » par des images et des interpellations qui annihilent tous ses discours.

Répression et silence du gouvernement

Pourtant, sur place il n'y a pas de retour à la situation d'avant le 14 mai, jour du vote de cette loi de « recolonisation ». La mobilisation de la population qui exige un engagement simple — le retrait de la loi sur le dégel — continue, et en face la brutalité de la répression officielle des forces policières et judiciaires et extra-légale des milices « blanches » assurées de l'impunité aussi. Depuis le 28 mai, le gouvernement réaffirme le retour au calme. Ce qui correspond à l'arrêt des attaques contre des magasins, des entrepôts ou des bâtiments publics. En revanche, la levée des barrages, seulement ceux tenus par les Kanak et leurs alliés, pas ceux des « milices », ne se fait que par l'intervention des forces de l'ordre. Dès qu'elles se retirent, des barrages sont remis en place. Le bilan du FLNKS est

Comme d'habitude, dès qu'ils ne peuvent plus faire tourner en boucle les images de destructions et d'affrontements, les médias dominants font disparaître de l'actualité les mobilisations qui continuent. Et la violence de la répression que le gouvernement déchaîne est invisibilisée, laissant place aux seuls discours de « restauration de l'ordre et du calme ».



Manifestation du 25 mai à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

clair. Dans un communiqué du 31 mai, adressé aux trois membres de la mission de médiation mise en place par Macron, le Bureau politique du FLNKS élargi aux « partis dits nationalistes et progressistes » et à la CCAT, « demande à ce que le président de la République soit explicite et en affirmant clairement qu'il ne convoquera pas le congrès de Versailles et abandonne, par conséquent, cette réforme institutionnelle ». Demande qui reste lettre morte.

Justice et prisons débordées

Pendant ce temps, la machine judiciaire s'emballe. Le 1^{er} juin le haut-commissaire à Nouméa (titre du représentant de l'État français) a annoncé 725 interpellations depuis le 14 mai. Le Camp-Est « affiche des taux de surpopulation

en moyenne de 150% », rappelle à Mediapart un magistrat du tribunal de Nouméa. « Mais depuis le début des affrontements, on atteint près de 220%. Les détenus sont quatre, cinq, voire six par cellule prévue normalement pour deux. Et les droits de promenade ont été réduits. Ce sont des conditions absolument inhumaines. »

Et les magistrats qui siègent quotidiennement en audience de comparution immédiate (au lieu de deux fois par semaine, appliquent avec zèle les consignes de Dupond-Moretti leur enjoignant de « garantir les sanctions les plus lourdes contre les émeutiers et les pillards ». Deux jeunes indépendantistes kanak de 21 et 24 ans sont condamnés à six mois de prison, avec mandat de dépôt, pour avoir jeté respectivement une

bouteille et un caillou en direction des blindés de la gendarmerie¹. Un dirigeant de la CCAT est sous le coup d'un mandat de dépôt jusqu'à son procès en août sous prétexte de non-respect de la mesure de contrôle judiciaire ! Des transferts de prisonniers ont été organisés vers la nouvelle prison du Nord, mais probablement aussi vers le territoire français. Pendant ce temps, les milices blanches n'ont pas été désarmées et continuent des incursions punitives dans les quartiers populaires.

Nous voulons la libération des prisonniers

Alors la solidarité est urgente ! Par le relais des revendications des organisations politiques et syndicales de Kanaky d'abandon de la loi et de reprise, sous l'égide d'une mission indépendante, des discussions autour du processus de décolonisation. La libération des prisonniers politiques kanak et les poursuites judiciaires contre les meurtriers des manifestantEs. Et en attendant cette libération, l'organisation de la solidarité avec les emprisonnéEs, solidarité financière, matérielle, juridique qui passe par des réunions et fêtes de soutien.

Cathy Billard

1 - Gilles Caprais, « Six mois de prison pour un jet de bouteille : en Nouvelle-Calédonie, la répression des révoltes est en marche », Mediapart, 30 mai.

No comment

« CNews la mécanique bien rodée du mégaphone de l'extrême droite. » Je cite Libération. [...] Mais pour qui nous prend cette dame ? Je suis journaliste comme elle.

PASCAL PRAUD, CNews, 4 juin 2024... qui se sent insulté.

Agenda

Vendredi 7 juin, réunion publique du NPA avec Christine Poupin, Nantes.

À 20 h, à la Médiathèque, salle Jules-Vallès, Tram 1 arrêt Médiathèque.

Samedi 8 juin, manifestation en solidarité avec la Kanaky, Strasbourg.

À 14 h, place Kléber.

Samedi 8 juin, manifestation stop génocide - free Palestine, Paris. À 15 h, de Bastille à République.

Samedi 8 juin, meeting-concert « Faire front pour nos libertés », Paris. À 18 h à République (lire ci-contre).

Mercredi 12 juin, réunion débat en ligne « Après les élections européennes... Et maintenant, on fait quoi ? ». À 19 h 30, zoom/Facebook live, forumalternative.org.

Dimanche 16 juin, journée d'études marxistes « Les nouvelles stratégies révolutionnaires face aux nouvelles formes de fascismes », Paris. De 9 h 30 à 16 h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine à Paris 12^e. Avec Christine Poupin, Olivier Besancenot, Patrick Le Moal et Basile Pot.

Samedi 30 juin, mobilisation écologiste pour les forêts, Guéret. À 14 h 30.

Du 20 au 27 juillet, rencontres internationales de jeunes (RI), Allier. Lire page 7

Du dimanche 25 au mercredi 28 août, 16^e Université d'été du NPA, Port-Leucate.

FÊTE DES LIBERTÉS

Unité contre la criminalisation de nos luttes

Samedi 8 juin à partir de 18 heures se tient à Paris une Fête des libertés. Une initiative festive et militante qui s'appuie sur la convergence entre différentes organisations contre ce pouvoir autoritaire et liberticide.

Le 20 avril dernier, notre camarade Olivier Besancenot s'exprimait sur le réseau social X pour proposer une réaction collective de l'ensemble de la gauche sociale et politique : « le sursaut ou la routine qui risque de nous engloutir ? » Des mots qui avaient alors rencontré un certain écho. Le moment était tendu, et de ce point de vue rien n'est réglé. Depuis en particulier la réélection de Macron, ce pouvoir est à l'offensive pour faire taire toutes les contestations, et ces derniers mois ont vu des actions militantes durement et violemment réprimées (Sainte-Soline en mars 2023), des organisations dissoutes (CCIF, GALE, CRI...) ou menacées de l'être (Les Soulèvements de la Terre), des militantEs entraînés en justice suite à des actions écologiques (comme contre le cimentier Lafarge) ou en défense des services publics (par exemple les urgences de l'hôpital de Carhaix), des manifestations que le gouvernement a voulu interdire (comme la marche antiraciste du 21 avril dernier). Avec comme cristallisation de ce déchaînement autoritaire la multiplication des procédures pour « apologie du terrorisme » contre celles et ceux — organisations, personnalités et éluEs, anonymes — qui affichent leur solidarité avec la lutte du peuple palestinien pour ses droits. C'est ce qui a conduit des organisations syndicales (CGT, Solidaires, FSU, Syndicat de la magistrature, Syndicat des avocats de France,

Union étudiante...), des associations (Attac, Ligue des droits de l'homme, Fondation Copernic...), des forces politiques (LFI, ÉÉLV, NPA-L'Anticapitaliste...) et différents collectifs à se réunir autour d'une tribune publiée par Mediapart fin avril « Contre une démocratie bâillonnée, défendons les libertés publiques »¹.

« Faire front »

Pression de la situation, manque de confiance des organisations sur la capacité collective à prendre l'initiative, contexte de la campagne électorale européennes, le passage de l'écrit aux travaux pratiques reste difficile et en-deçà de la riposte nécessaire face aux intimidations, à la criminalisation et les menaces contre les libertés publiques. Pour autant, l'organisation de cette Fête des libertés, politique et festive, reste un premier pas modeste mais réel. C'est d'abord l'affirmation d'une convergence nécessaire, puisqu'elle se tiendra à l'issue d'une nouvelle manifestation qui devra réunir par dizaines de milliers les manifestantEs solidaires des luttes des peuples palestiniens et kanak. C'est pourquoi lors du meeting de cette fête, Salah Hamouri



et unE représentantE de Solidarité Kanaky prendront la parole, aux côtés de différents militantEs syndicaux, associatifs ou de collectifs, menacés par la répression.

Ensuite, place à la musique : le rappeur Mehrak et le chanteur Abo Gabi, tous deux Palestiniens, sans oublier la soprano Nadège Meden et même un DJ set pour terminer la soirée. Les organisations parties prenantes

tiendront des stands.

Dans une situation où se mêlent des résistances enthousiasmantes (les manifestations de ces derniers jours) et des perspectives inquiétantes (la place prise par l'extrême droite sur le champ politique que les résultats du scrutin du 9 juin devraient confirmer), toutes les initiatives pour se rassembler sont précieuses : pour échanger et débattre, prendre confiance, développer les solidarités et construire les luttes nécessaires.

Manu Bichindaritz

1 - « Contre une démocratie bâillonnée, défendons les libertés publiques », <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/250424/contre-une-democratie-baillonee-defendons-les-libertes-publiques>

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **L'Anticapitaliste.org**

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



IMPÉRIALISME Kharkiv, Rafah, Nouméa : soutien à la résistance des peuples!

Alors que le monde (à l'exception des médias) a les yeux sur Rafah et les massacres atroces perpétrés par Israël, d'autres guerres se poursuivent, en particulier en Europe.

Le 25 mai, Poutine a lancé une attaque contre Kharkiv, déjà cernée par une offensive terrestre depuis début mai et cible d'attaques quotidiennes depuis plusieurs mois. La ville a été ciblée par des bombes et des missiles.

Cette attaque sur Kharkiv, la plus meurtrière depuis des semaines, a frappé un hypermarché où 18 personnes ont trouvé la mort dont une enfant de 12 ans et sa mère. De plus, 48 personnes ont été blessées, et 8 personnes étaient encore sous les décombres quelques jours après l'attaque. Et, dans la nuit du 26 au 27 mai, des dizaines de missiles et une centaine de bombes guidées ont visé des villes ukrainiennes.

Poutine, comme Netanyahu, ne veut pas la paix. Pas plus que Macron en Kanaky. Tout ce qu'ils veulent, c'est prendre, occuper, en un mot coloniser. Ces chefs d'État nient l'existence des peuples, les UkrainienNEs, les PalestinienNEs, les Kanak. Quels que soient les mots qu'ils utilisent pour les qualifier — « nazis », « animaux humains », « mafieux » et bien sûr « terroristes » —, leur vocabulaire sert à justifier leurs attaques sur les populations.

La faiblesse de la réaction des États occidentaux — ceux-là même qui répètent sans cesse « plus jamais ça » mais ne font rien pour stopper ces massacres — encourage les projets coloniaux.

L'État français n'est pas innocent

Si Macron, à l'instar des autres chefs d'État, n'a pas assez de mots pour dire son soutien à l'Ukraine, il reste bien silencieux sur la continuation d'envois de munitions à Israël.

Nous n'avons rien à attendre de lui, qui bombait le torse en parlant d'envoyer des troupes en Ukraine. Celui-ci a fini par les envoyer en Kanaky pour soumettre brutalement, avec l'aide des milices fascistes armées, le peuple autochtone Kanak. Macron et les autres se fichent bien des peuples. Seuls leurs intérêts économiques, stratégiques et militaires comptent. On se souvient des déclarations du président devant une usine de munitions en avril dernier où il vantait, graphique à l'appui, l'opportunité de croissance et d'emplois que représente cette instabilité mondiale.

La solidarité contre l'ordre colonial

Les mobilisations de solidarité doivent s'amplifier à la base pour stopper les massacres à Gaza et mettre fin à l'impunité d'Israël. Les liens de solidarité avec les militants de la gauche ukrainienne doivent se renforcer. Et ici, nous devons peser de toutes nos forces sur nos dirigeants et lutter contre notre propre impérialisme qui tue en Kanaky. Les mobilisations étudiantes à travers le monde ou celles de la dernière semaine de mai pour Rafah partout en France sont un espoir : celui d'une jeunesse qui n'accepte pas, ne se résigne pas et ne veut plus jamais ça.

Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza, le retrait total des troupes russes d'Ukraine et des troupes françaises de Kanaky. Nous proclamons notre soutien à la résistance armée et non armée des peuples face à la colonisation et réaffirmons leur droit à disposer d'eux-mêmes. De manière concrète, et autant que possible, nous apportons notre assistance aux peuples opprimés en toute indépendance des États. Vive la Palestine libre, vive la Kanaky libre, vive l'Ukraine libre, soutien à la résistance!

Nico Dix

À lire sur le site



Tribune des réseaux et des activistes en solidarité avec l'Ukraine à Madrid, en Catalogne et en Euskadi



Ukraine: Sur l'augmentation des prix de l'électricité, par Sotsialnyi rukh – Mouvement social – Ukraine

ÉTATS-UNIS Après la condamnation de Trump, quelles conséquences pour l'élection?

Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, un ancien président a été déclaré coupable d'un délit criminel, mais il semble que cela n'aura que peu ou pas d'impact sur les prochaines élections. Les politiciens républicains et les partisans de Trump se sont ralliés à lui.

Trump affirme que dans les 48 heures qui ont suivi la décision du jury, il a recueilli la somme extraordinaire de 52,8 millions de dollars, surtout auprès de petits donateurs, dont 30% de nouveaux, tous motivés par sa fausse affirmation selon laquelle l'ensemble du processus a été orchestré par le président Biden, que le juge était corrompu et le procès truqué.

Un procès modèle

En réalité, le procès a été un modèle de justice américaine. Les procureurs de l'État de New York ont porté les accusations après trois ans d'enquête, le juge Juan M. Merchan a mené un procès équitable, et Trump a été déclaré coupable par le vote unanime de 12 jurés, des citoyens ordinaires de la ville de New York, contrôlés et sélectionnés par les deux équipes d'avocats. On ne peut qu'admirer le courage remarquable des jurés qui ont rendu un verdict de culpabilité malgré les menaces violentes des partisans de Donald Trump. L'ancien président a été reconnu coupable des 34 charges retenues contre lui pour avoir falsifié des documents commerciaux afin de dissimuler des paiements occultes à l'actrice de films pornos Stormy Daniels, avec laquelle il a eu des relations sexuelles. Le jury a été autorisé à considérer que la suppression de ces informations a interféré avec l'élection fédérale et celle de l'État.

La sentence attendue

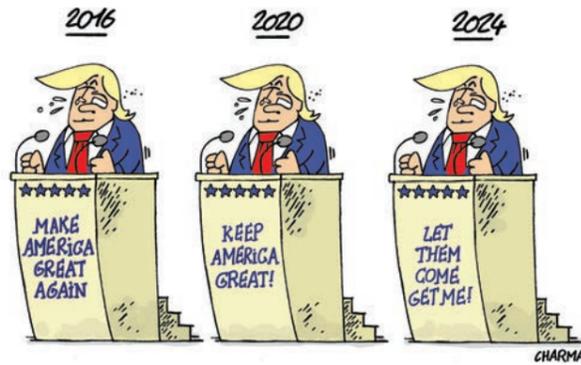
Le 11 juillet, le juge prononcera seul la sentence à l'encontre de Trump et il dispose d'une grande latitude. Il peut laisser l'ancien président en liberté, conditionner sa libération, l'assigner à résidence ou l'envoyer en prison pour une durée de quatre à vingt ans. Beaucoup pensent qu'il est peu probable que Trump aille en prison, mais ce n'est pas exclu. Les juges tiennent généralement compte des antécédents d'une personne. Donald Trump n'a jamais été condamné au pénal, mais le juge tiendra compte d'autres affaires civiles. Trump a déjà été condamné à payer 35 millions de dollars pour avoir menti sur sa fortune, à payer 5 millions de dollars au civil pour avoir violé E. Jean Carroll, puis à 83,3 millions de dollars pour avoir diffamé cette dernière.

Au cours de cette affaire de fraude, le juge a émis un ordre de silence, interdisant à Trump de menacer

les témoins, les jurés, le juge, les membres de la famille du juge et du jury, les procureurs et les fonctionnaires du tribunal. Trump a violé cette ordonnance à dix reprises, ce qui lui a valu une amende de 9000 dollars. Le juge peut également considérer que Trump n'a montré aucun remords dans cette affaire.

Pas d'interdiction de se présenter

Une fois que la sentence sera prononcée, Trump aura le droit de faire appel, mais cela peut prendre plusieurs mois. Étant donné qu'il s'agit d'une condamnation pour un délit commis dans l'État de New York et non d'un délit fédéral, il peut faire appel devant les juridictions supérieures de l'État, mais la loi ne lui permet pas de faire appel devant la Cour suprême des États-Unis, dont certains membres ont été nommés par lui-même. Mike Johnson, président républicain de droite de la Chambre



Trump soutenu par les républicains

Malgré sa condamnation, Donald Trump conserve une très légère avance sur Biden dans les sondages. Plus de 80% des républicains affirment qu'ils le soutiendront, tandis que 16% disent qu'ils réfléchissent à leur vote, mais seulement 4% l'ont abandonné. Les groupes clés de Trump, tels que les chrétiens évangéliques, le soutiennent toujours. Biden, quant à lui, perd le soutien des électeurs arabes et musulmans et de certains jeunes électeurs qui l'appellent « Genocide Joe ». Et si la plupart des électeurs noirs et latinos le soutiennent encore, son soutien parmi ces groupes diminue quelque peu.

Le mardi 5 novembre, les AméricainEs pourraient se rendre aux urnes et élire un néofasciste qui est un criminel condamné — et peut-être un détenu.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

EUROPE Grève pour les salaires en Norvège

Le 28 mai dernier, en même temps que l'Espagne et l'Irlande, la Norvège s'est illustrée en reconnaissant l'État de Palestine, après un vote au Parlement impulsé par le gouvernement social-libéral de Jonas Gahr Støre, et avec le concours d'un mouvement de solidarité avec la Palestine particulièrement fort.

Au même moment, une importante grève dans la fonction publique d'État secoue le pays. Cependant, contrairement à la reconnaissance de la Palestine qui reçoit un large écho, la grève est quasiment passée sous silence, y compris dans les médias norvégiens. Chaque printemps, des négociations salariales ont lieu entre les employeurs (privés et publics) et les syndicats, dont la teneur est gardée secrète. Un accord (« *tariffavtale* ») est généralement trouvé avant la date butoir, à la faveur de la culture consensuelle d'un pays peu enclin aux luttes sociales. Par exemple, cette année, la fonction publique territoriale (école et hôpitaux, principalement) a signé un mauvais accord, avec une revalorisation salariale bien inférieure à l'inflation.

Délitement du service public

La fonction publique d'État, notamment pour les diplômés, bénéficie d'une sorte de régime spécial garantissant une meilleure revalorisation salariale mais, on s'en serait douté, le gouvernement souhaite le remettre en cause. Il est soutenu en cela par le premier syndicat du pays (LO pour « *Landsorganisasjonen i Norge* »), au motif tristement banal que cela constitue une inégalité entre travailleurEs. Cependant, la deuxième force syndicale, Unio, très représentée dans le secteur de l'éducation et de la recherche, rejette ce projet et le gouvernement est très loin d'obtenir un accord salarial. Le conflit porte également sur le remplacement

des départs à la retraite, le gouvernement ayant pris la fâcheuse habitude d'embaucher au rabais des jeunes diplômés qui partent travailler dans le privé au bout de quelques années, ce qui participe au délitement du service public. Les services de l'État manquant de personnel et de compétences, l'État passe alors des contrats avec le privé ou embauche de CDD précaires pour les dossiers pointus qu'il ne parvient pas à traiter. Quel que soit le pays, la petite musique qui sape le secteur public est toujours la même!

Grève reconductible

Unio, ainsi que plusieurs autres syndicats, ont donc lancé un mouvement de grève reconductible dans la fonction publique d'État. Le système norvégien est sur ce point très particulier. Chaque adhérentE donne à son syndicat le mandat de négocier et décider de la grève. Le syndicat fixe alors le taux de participation à la grève, et les grévistes sont tirés au sort. Les heureux éluEs ont l'obligation légale de chômer, les autres doivent se rendre au travail. Des caisses de grève bien fournies permettent de compenser la perte de salaire en bonne partie. Fait surprenant, l'employeur ne peut confier à un non-gréviste une tâche habituellement assurée par un gréviste. Par contre, le gouvernement norvégien dispose d'une botte secrète, souvent critiquée par le passé par l'Organisation internationale du travail pour son usage abusif : si le conflit dure,

il peut soumettre au Parlement un vote qui contraindra les grévistes à reprendre le travail, sous prétexte de danger ou conséquences graves pour la société ou la santé. Un médiateur entre les parties est alors nommé.

Entre 20% et 60% de grévistes

Avec ce système mi-jaune mi-rouge, 3500 fonctionnaires sont en grève depuis le 27 mai (universités, chercheurEs en instituts, ministères, agences étatiques de régulation, médecine et Inspection du travail, police...), ce qui représente entre 20% et 60% de grévistes selon les secteurs. Dans ce paisible petit pays de cinq millions d'habitantes, le dernier mouvement comparable dans la fonction publique remonte à au moins une décennie. À Oslo, le responsable syndical de la police a même déclaré, embarrassé, que c'était sa première prise de parole en manif! Les négociations étant au point mort, le nombre de grévistes doublera à partir du 3 juin. Dans le privé, il est possible que les pilotes d'avion et certains secteurs de la grande distribution se joignent au mouvement, pour des motifs similaires. À suivre!

Correspondant

À lire sur le site



Afrique du Sud, le désir de changement, par Paul Martial



EPR : DES ALERTES RESTÉES SANS EFFET... JUSQU'À QUAND ?

Poussée par Macron, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a finalement autorisé le 7 mai le chargement partiel du cœur de l'EPR de Flamanville pour des phases de tests et d'essais qui vont s'étaler sur six mois. Il n'en fallait pas plus aux médias complaisants pour s'extasier sur cette « bonne nouvelle », oubliant que dès 2019, le gouvernement avait dû avouer que l'EPR était un « échec pour la filière ». Mais aujourd'hui, au nom d'un prétendu « renouveau du nucléaire », il s'entête à vouloir construire 14 autres EPR en France et imposer cette énergie partout en Europe. Le point par la **Commission nationale écologie**.

Avec 17 ans de construction au lieu de 5 et un coût passé de 3 à 20 milliards¹, l'EPR est un énorme fiasco, que les adorateurs du nucléaire tentent désormais d'effacer à grands renforts de propagande médiatique. Les nombreuses turpitudes de ce projet ont régulièrement alimenté ces colonnes² : anomalies du système de pilotage de la réaction nucléaire, mal-façons dans la construction du génie civil, défauts de soudures, non-conformités d'organes essentiels du réacteur, fragilité des assemblages de combustibles... Tant que l'EPR n'est pas en service, il est encore temps d'empêcher l'exposition des opérateurs sur site et d'alerter sur les risques que ces anomalies font courir aux populations. Car le nucléaire « à marche forcée » au nom du profit des entreprises capitalistes de la filière se fait d'abord au mépris des humains et de la planète. Pour aller « plus vite, plus fort », Macron dicte sa loi : éliminer les obstacles sans résoudre les problèmes. En chef de guerre du conseil de politique nucléaire, faisant fi des doutes de l'ASN et de l'avis de nombreux scientifiques, il a supprimé l'IRSN (le contrôleur technique) au mépris de l'énorme mobilisation

Macron, principal facteur de risque

En janvier 2025, l'IRSN sera absorbé par l'ASNR (dirigée par cinq commissaires à sa botte)

du personnel³. En janvier 2025, l'IRSN sera absorbé par l'ASNR (dirigée par cinq commissaires à sa botte), décision qu'il a fait avaliser au Parlement avec le soutien du RN et des Républicains. Plus de nucléaire, avec moins de contrôle et plus d'opacité, donc encore plus de risques.

L'EPR, un réacteur sûr ?

Bâclée en trois semaines en avril, la consultation publique sur la mise en service de l'EPR de Flamanville a quand même recueilli 200 avis motivés soulignant les risques liés à la cuve et à son couvercle défectueux. Cette énorme marmite d'acier (425 tonnes, 7 m de diamètre et 11 m de haut) contient le cœur du réacteur. Entre 2005 et 2013, les dossiers de contrôle de fabrication ont été falsifiés pour masquer des non-conformités : la cuve a été mal for-



gée et des impuretés de carbone menacent de fragiliser l'acier au fil du temps. Défauts connus d'EDF dès 2007. Mais en 2014, malgré les risques avérés, la cuve non conforme a été installée dans l'enceinte du réacteur. En autorisant le chargement du cœur dans une cuve défectueuse, l'ASN a accepté de déroger aux normes qu'elle a elle-même édictées. Les énergies en jeu et les chocs thermiques sont

tels que, pour garantir une résistance suffisante de la cuve, des marges de sécurité de conception mais aussi de qualité de fabrication auraient dû être prises. Ce principe appelé « exclusion de rupture » n'est pas respecté pour l'EPR de Flamanville, réacteur dit de troisième génération. C'est particulièrement grave car la cuve confine la réaction nucléaire. C'est la dernière barrière efficace pour éviter

la dispersion de la radioactivité dans l'environnement, en fonctionnement « normal » et a fortiori en cas d'accident. La cuve, équipement non remplaçable, restera en place... avec une fiabilité moindre que celle des réacteurs de première génération. Quant au couvercle, l'ASN a autorisé son remplacement après un premier cycle de fonctionnement, 2026 au mieux : une opération dangereuse pour les travailleurs, car il sera alors très irradié et viendra grossir les montagnes de déchets radioactifs. Pourtant, le nouveau couvercle, conforme celui-là et non radioactif, sera livré sur site dans quelques semaines. Pour Macron, la santé des opérateurs pèse moins lourd que la relance fébrile du business nucléaire.

L'EPR, un réacteur puissant ?

Ce n'est pas tout. En 2021, le démarrage du premier EPR en Chine a révélé un défaut de conception de la cuve, la même que celle de Flamanville, fabriquée à l'usine Framatome du Creusot. L'eau circulant dans la cuve entraîne des vibrations qui endommagent les

assemblages de combustible, provoquant des fuites radioactives. L'EPR chinois a dû être arrêté pendant plus d'un an. Selon les règles d'opacité et d'omerta propres au nucléaire, ce contentieux a dû faire partie des discussions avec Xi Jinping, invité par Macron du 5 au 7 mai dernier. Même si les assemblages ont été renforcés par la suite, l'origine des vibrations n'a pas disparu pour autant et on devra peut-être les remplacer plus souvent. Il n'est pas non plus acquis, compte tenu des fragilités de la cuve et du couvercle, que l'EPR de Flamanville puisse fonctionner à 100% de sa puissance... Atteint de sénilité précoce, sa durée de vie atteindra-t-elle les 60 à 100 ans promis ? Au final, la production annuelle de ce réacteur de 1650 MW pourrait bien être celle d'un réacteur première génération de 900 MW. Quant aux 14 EPR2 « optimisés », ils sont encore dans les cartons...

1 - Chiffrage Cour des comptes (2020) : 19,1 milliards.
2 - Voir l'Anticapitaliste n° 398, n° 401, n° 551.
3 - Voir l'Anticapitaliste n° 650, n° 651, n° 652, n° 654.

Alliance européenne du nucléaire: une voie sans issue!

En mars dernier, lors du premier Nuclear Energy Summit, 14 États membres¹ de l'Alliance européenne du nucléaire créée en 2023, ont réaffirmé « le rôle essentiel de l'énergie nucléaire » dans la lutte contre le réchauffement climatique et mis au point la nouvelle narration pour justifier le choix du tout-nucléaire.

Ni SMR ni EPR

La coopération industrielle dans l'Union européenne bat son plein, avec une quarantaine de projets de SMR, « petits réacteurs modulaires ». Le but affiché est la neutralité carbone d'ici 2050 ; en réalité, tout est mis en œuvre pour doper la filière nucléaire au détriment des énergies renouvelables (EnR). Les arguments ressassés à l'envi comme des mantras

sont enrobés d'un discours scientifique se voulant inattaquable. Ce dogme suicidaire est aux antipodes du débat démocratique indispensable pour répondre aux enjeux climatiques, énergétiques, sociaux de ce siècle.

Comment imaginer que le nucléaire puisse être une solution puisqu'il fait partie du problème ? Les pronucléaires le reconnaissent eux-mêmes : « La surgénération, les réacteurs au thorium et à neutrons rapides, la fusion nucléaire ne pourront éventuellement déboucher sur des réacteurs opérationnels avant de très nombreuses années et vraisemblablement des décennies »². Hors délai, donc ! Quant aux SMR, nouvelle pompe à subventions des start-up du nucléaire, ils reposent sur des technologies « innovantes » non éprou-

Tout est mis en œuvre pour doper la filière nucléaire au détriment des énergies renouvelables

vées ou copiées sur celles des porte-avions et sous-marins à propulsion nucléaire (le militaire toujours de la partie). En France, le projet-phare Nuward, lancé en 2019, prévoit un premier SMR opérationnel en 2035. Ce n'est qu'un affichage marketing : le seul SMR homologué à ce jour dans le monde, aux USA, a été abandonné fin 2023. Petits SMR, EPR, ITER, quelle que soit la formule vantée pour les gogos, le nucléaire ne peut être la solution du fait de sa vulnérabilité aux aléas climatiques, des longs



Manifestation de mai 2018 de la marée humaine. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

délais de construction, de la raréfaction de l'uranium, de l'extrême dangerosité de sa technologie, de la société policière qu'il induit³.

Encore une impasse dans l'Europe capitaliste

Selon l'Agence internationale de l'Énergie, la puissance des EnR mises en service en 2023

dans le monde (507 gigawatts, 50% de plus qu'en 2022) correspond à celle de 300 EPR. Le photovoltaïque (75% des EnR) est de plus en plus performant et la part d'électricité nucléaire poursuit son déclin : de 17,6% en 1996 à 9,2% aujourd'hui.

Lutter contre le dérèglement climatique impose de

développer l'efficacité énergétique, de viser la sobriété énergétique, de promouvoir les EnR. Il n'y a pas d'obstacles techniques insurmontables : tout repose sur la volonté politique⁴. Pour cela, la mise en place d'un service public de l'énergie géré démocratiquement dans le cadre d'une planification écosocialiste prévoyant les besoins et les moyens de les satisfaire est indispensable.

1 - 12 pays signataires (Bulgarie, Croatie, République tchèque, Finlande, France, Hongrie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède) et 2 observateurs (Italie, Belgique).
2 - « Douze pays européens appellent la Commission à soutenir enfin le développement des petits réacteurs nucléaires modulaires (SMR) », revue Transition et énergie, novembre 2023.
3 - Voir l'Anticapitaliste n° 664.
4 - Dossiers l'Anticapitaliste n° 592 et n° 632.

ANTICOLONIALISME À Strasbourg, les étudiantEs campent pour la Palestine

Dans le sillage des luttes étudiantes aux États-Unis et en Europe qui dénoncent la politique d'Israël, les étudiantEs de France ont impulsé une nouvelle dynamique dans la mobilisation de soutien à la Palestine.

À Strasbourg, le Comité Palestine étudiant a lancé un campement le lundi 13 mai après deux jours de blocage. Malgré la répression de l'université et de la police qui est intervenue à 4 reprises pour nous déloger, les étudiantEs n'ont pas abandonné et ont tenu le campement pendant trois semaines intenses !



Strasbourg, le 15 mai 2024. PHOTO THÈQUE ROUGE

La «neutralité» universitaire au service de la répression

Alors que le comité Palestine exige de l'université de Strasbourg qu'elle cesse de collaborer avec des établissements israéliens complices du génocide et qu'elle condamne officiellement la politique criminelle d'Israël, le président de l'Université, M. Deneken, refuse toute prise de position au nom d'une «neutralité» politique dans l'enseignement supérieur. Lutter pour le sort de la Palestine est perçu comme une intrusion de la politique dans une université qui se prétend neutre alors qu'elle est un maillon de l'ordre bourgeois et impérialiste. C'est au nom de cette «neutralité» que l'État français cherche à étouffer toute contestation à l'université et que, à Strasbourg, la présidence a fait intervenir la police.

Les forces en présence

Si les syndicats étudiants ont été présents, le mouvement a été déserté par la grande majorité des syndicats professionnels, ce qui est révélateur des limites actuelles du syndicalisme en matière d'anticolonialisme. Malgré l'absence des acteurEs militants classiques, le campement a pu compter sur d'autres soutiens (étudiantEs non-organisés, mères de famille, retraitéEs, etc.) qui ont apporté régulièrement de l'aide matérielle et morale.

Un état d'esprit combatif et unitaire

Cette lutte s'est caractérisée par une ferme volonté de combativité et d'unité. Alors que le mouvement se heurtait à de nombreux obstacles (intervention policière, confiscation des tentes, intempéries, période de partiels, attaque d'extrême droite), les étudiantEs se sont réinstallés avec persévérance. Le campement était ponctué de temps d'agitation politique (rassemblement, manifestation, invasion de la présidence) et de temps conviviaux (repas, arpentage, foot, peinture, etc.). Les fonds récoltés par ces actions seront envoyés à Gaza et à l'université de Bir Zeit.

Un renouveau anti-impérialiste à construire en France

La lutte du comité Palestine de Strasbourg s'inscrit dans une stratégie de lutte contre l'impérialisme au sein des universités occidentales. Affaiblir l'État d'Israël et saper sa propagande sioniste est non seulement primordial pour le sort du peuple palestinien, mais c'est aussi crucial pour fragiliser le bloc impérialiste occidental qui sème la misère dans le monde entier !

Correspondant étudiant du comité Palestine de l'université de Strasbourg

FIN DE VIE Aide à mourir: le mouvement antivalidiste monte au créneau

L'Assemblée nationale a démarré l'examen du projet de loi relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de vie. L'enjeu principal: définir les conditions de l'accompagnement de la fin de vie et de l'aide à mourir. Plusieurs associations de personnes handicapées viennent de faire connaître leurs réserves.

Profondément attachées à l'autonomie des personnes handicapées, à leur insertion dans la société, elles militent pour la liberté de choix et celle de disposer jusqu'au bout de leur corps. Elles s'inquiètent aujourd'hui du tour pris par le débat autour de l'aide à mourir.

Consulter les handicapéEs
Céline Extensio, militante anti-validiste, co-fondatrice du collectif handi-féministe Les Dévalideuses, écrit dans *Politis*: « Dans un monde idéal, où les personnes handicapées seraient dignement aidées à vivre, l'aide à mourir irait de soi. Mais dans le monde réel, libéraliste et validiste¹, cette mesure est une porte ouverte douceuse sur l'eugénisme, que nous ne pouvons accepter sans tirer la sonnette d'alarme. »²

Avant de pouvoir mourir dans la dignité, il faut pouvoir vivre une vie digne. Le choix de la mort ne doit pas être biaisé. Âgées ou pas, la grande majorité des personnes concernées par l'aide à mourir sont des personnes handicapées. Et pourtant, si 20 % de la population a un handicap, ce critère n'a pas été retenu pour choisir les participantEs à la Convention citoyenne sur la fin de vie. Ni

les associations de patientEs ni les personnes handicapées n'ont été représentées.

Une place pour vivre

Trop souvent privées de leurs droits fondamentaux, massivement ségréguées dans des institutions, privées d'accessibilité au bâti, aux espaces publics, aux transports, elles sont privées des moyens d'une vie autonome par une compensation des handicaps très insuffisante et qui se réduit.

Alors oui, les associations antivalidistes craignent qu'une telle loi accoutume la société au fait que certaines vies ne sont plus dignes d'être poursuivies et autorise des dérives. Comme le redoute Charlotte Puiseux³: « D'abord, l'aide médicale à mourir concerne uniquement des adultes "en phase terminale", puis on élargit aux personnes souffrant de maladies chroniques, aux personnes handicapées, aux personnes souffrant de troubles psychiatriques, aux mineurs ».

LES DÉPUTÉS PLANCHENT SUR LES CONDITIONS DE L'AIDE À MOURIR



CHARMAG

L'exigence légitime d'une liberté de choix ne peut se faire au détriment des plus vulnérables et sans questionner les conditions réelles de son exercice pour toutes et tous. Les associations antivalidistes doivent être entendues, leurs craintes prises en considération.

Laetitia — « tatouée à roulettes » — le dit simplement dans son blog: « Je veux vivre à vos côtés. Je souhaite que vous me fassiez de la place avant de me dire que j'ai le droit de mourir. Réfléchissez-y avant de penser qu'une telle évolution serait forcément une avancée. »⁴

Commission antivalidisme

1 – Le validisme désigne le système d'oppression subi par les personnes handicapées du fait de leur non-correspondance aux normes médicales établissant la validité.

2 – « Fin de vie: pour les personnes handicapées, "la mort ou quelle vie?" », *Politis*, n° 1802.

3 – Charlotte Puiseux, membre des Dévalideuses, psychologue et docteure en philosophie, spécialiste du mouvement CRIP (mouvement de personnes handicapées s'inspirant des théories et luttes queer), a écrit *De chair et de fer*, La Découverte, 2022.

4 – <https://wheelinked.com/index.php/2024/05/21/le-validisme-cache-derriere-un-projet-de-loi-aux-apparences-progressives/?unapproved=2605&moderation-hash=ccdf9c83d7edef9de3c071c3a49618#comment-2605>

SNCF Les cheminotEs reprennent la main... à l'occasion des JO

Mardi 28 mai, les cheminotEs manifestaient à Paris, notamment contre la casse du fret (transport de marchandises sur rail) qui n'a cessé de se casser la figure depuis l'ouverture à la concurrence au début des années 2000.

Dans la logique libérale, la concurrence allait « booster le fret ». Résultat ? Nous sommes passés du transport de 50 milliards de tonnes-kilomètres sur rail par an, en 2002, à 35 milliards de tonnes-kilomètres en 2022 pendant que la route en transporte plus de 296. C'est une hausse continue du transport sur route au détriment du rail et au profit des entreprises de transports privés... dont la SNCF qui est également le premier transporteur de marchandises sur route en France via ses filiales, comme Geodis.

Bilan antisocial de la SNCF

Ce fiasco, du point de vue de l'environnement et des travailleurEs fait porter une crainte parmi les cheminotEs sur les suites que pourrait donner le même scénario en cours avec l'ouverture à la concurrence du trafic voyageur. Le bilan antisocial 2023 de la SNCF confirme ces craintes avec par exemple 4 licenciements par jour en 2023 (+ 64%) ou encore une augmentation de 18 % des réformes, c'est-à-dire souvent des licenciements déguisés de cheminotEs dont la direction veut se débarrasser. C'est pourquoi, mardi 28 mai dans la rue, les cheminotEs alliaient défense de l'emploi et des conditions de travail, service public et revendications écologiques, avec notamment la présence de Grenpeace, Attac, Oxfam ou encore les Amis de la Terre du côté de Sud

Rail et une délégation internationale de cheminotEs du côté de la CGT.

Reprise de confiance

Cette manifestation intervenait également une semaine après une grève à propos des JO de cet été. Les salariéEs du rail vont être sollicités pendant cette période avec une charge de travail bien plus importante qu'en temps « normal » où la situation est déjà sous tension permanente. Pour exemple, de nombreux congés d'été ont été refusés pour faire face au trafic pendant les JO. À la suite de cette grève, la direction a dû refaire des propositions en matière de compensation, notamment financière. La direction de la SNCF propose une indemnité de 95 euros (brut) par jour de travail sur une période de 21 jours ne pouvant excéder 1995 euros. D'autres compensations sont également prévues pour la garde d'enfants ou encore l'embauche en CDI de CDD. Grosso modo, c'est du même niveau que ce qui se fait dans les autres professions impliquées dans la réussite des JO (RATP, par exemple). Cependant, cet accord ne s'appliquera qu'à 50 000 cheminotEs sur les 136 000, principalement en Île-de-France. C'est un non-sens: la SNCF est une « entreprise intégrée », c'est-à-dire que la circulation d'un train entre Marseille et Bordeaux a un impact en Île-de-France (les rames peuvent être les

mêmes, les cheminotEs qui travaillent sur ces trains peuvent ensuite travailler sur une liaison avec Paris), une pièce détachée d'un TGV commandée à Périgueux peut permettre de faire rouler — ou pas — un train vers Paris en provenance de Strasbourg, etc. Bref, si des avancées réelles ont été obtenues, il n'est pas certain que cela suffise. De plus, derrière les primes des JO, c'est un mécontentement plus profond sur les salaires qui s'exprime. Mais ne boudons pas notre plaisir: entre le petit recul récent de la direction SNCF sur les retraites avec la cessation progressive d'activité et celui-ci sur les JO, gageons que ces avancées donneront confiance aux cheminotEs pour les luttes à venir.

CorrespondantEs

À lire sur le site



Gaza-sur-Seine: Du Nord au Sud de la Seine, les habitantEs solidaires avec la Palestine



Triple faute des bureaucraties syndicales sur les élections TPE, par Thibaud Catté

Vie du NPA l'Anticapitaliste

ALENÇON

Succès du concert de solidarité

Cinq militantEs de l'Orne, et parmi elleux deux militantEs du NPA alençonnais, passeront en procès le jeudi 27 juin à Évreux, à la suite des interpellations musclées de l'antiterrorisme et des gardes à vue de plus de 70 heures.

Ils devront faire face à plusieurs chefs d'accusation dont association de malfaiteurs, dégradation de biens et séquestration, dans le cadre d'une action menée par les Soulèvements de la Terre dans l'Eure, contre le monde du béton symbolisé par Lafarge. Un comité de soutien composé de RESF, LDH, FSU, Solidaires, Confédération paysanne, EÉLV, PCF, NPA et avec le soutien de la CGT, s'est constitué dans l'Orne pour dénoncer cette répression. Vendredi 31 mai le comité a organisé une soirée de soutien. Une réussite totale ! Plus de 250 personnes sont venues au cours de la soirée soutenir les inculpés.



La soirée de soutien du 31 mai. NPA

Différents groupes musicaux se sont succédé sur la scène : folk, guitare classique, chanteuse lyrique et piano... Un petit interlude humoristique avec la tombola du parfait militant «écoterroriste» a permis de gagner combinaison blanche, lunettes de ski, masque et bombe de peinture ! Restauration, mais surtout un bar qui n'a pas désempé, assurés par une vingtaine de personnes, ont fait de cette soirée l'une des plus inoubliables initiatives militantes unitaires sur la ville. Sans oublier les nombreuses discussions sur les raisons politiques de la criminalisation des mouvements sociaux...

Rendez-vous est pris pour le jeudi 20 juin pour une nouvelle initiative du comité, une rencontre-débat où différents intervenantEs nationaux d'organisations interviendront. Le NPA y sera représenté par Christine Poupin, notre porte-parole.

Se tenir au côté des inculpés, c'est aussi les soutenir financièrement. Une cagnotte locale a été mise en place pour aider aux frais financiers occasionnés pour leur défense.

Plus de 2000 euros ont été récupérés lors de la soirée, auxquels s'ajoutent les 3000 euros déjà versés dans la cagnotte locale mise en ligne : <https://www.papayoux-solidarite.com/fr/collecte/caisse-de-soutien-aux-militantes-ecologistes-jugees-le-27-juin>
Merci pour votre soutien !

À lire sur le site



Notre camarade Florence Marin s'en est allée



Kanaky, Kanaky, Rennes est avec toi !



Conseil politique national: Intervenir et construire, par Manu Bichindaritz

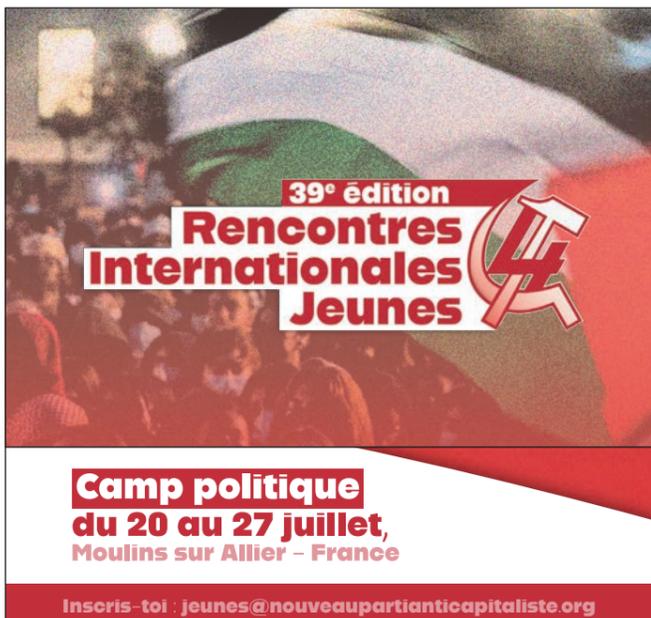
FORMATION Participe aux Rencontres internationales Jeunes!

Du 20 au 27 juillet auront lieu les 39^e Rencontres internationales Jeunes (RIJ) à Vieux, dans l'Allier. Les RIJ sont le camp jeunes annuel de la 4^e Internationale : l'occasion de réunir des militantEs du monde entier pour se rencontrer, se former et imaginer ensemble une société débarrassée des oppressions.

A lors que le génocide en Palestine s'intensifie avec l'attaque de Rafah, que l'invasion russe en Ukraine se poursuit après deux ans de guerre impérialiste, que le gouvernement français réprime le peuple kanak, la solidarité internationale doit se faire entendre. Le capitalisme mondialisé ne promet à la jeunesse que la guerre et une crise climatique nous menaçant toutes et tous, à commencer par les pays du Sud. Détruisons-le, ici et partout ! Les menaces du capitalisme sont mondiales, notre résistance doit être internationale !

Résistance internationale et espaces en non-mixité

Participer aux RIJ c'est prendre le temps de penser cette résistance internationaliste, en apprenant à connaître les militantEs d'autres pays, les contextes dans lesquelles ils et elles évoluent afin de voir où nos luttes se recoupent, où elles diffèrent et surtout où et comment nous devons les faire converger. Ces échanges autour des luttes militantes internationales seront également des ressources cruciales dans la conduite de nos luttes locales ou nationales. Le camp alterne entre temps de formations dispensées par des



militantEs expérimentés de nos organisations, ateliers organisés par les jeunes eux-mêmes, rencontres de délégations et soirées festives. Des temps appelés «espaces» sont également au programme. Ces moments sont déclinés parallèlement en un espace en non-mixité, permettant à des personnes subissant une même oppression (racisme, sexisme, transphobie...) d'échanger entre elles et un «espace ouvert» qui permet à des cama-

rades concernés de former des camarades ne subissant pas cette oppression.

Discussions, solidarité et autogestion

Le camp est autogéré puisque nous réalisons nous-mêmes la plupart des tâches du quotidien, nettoyage et sécurité du camp, service au bar. Des militantEs plus âgés de nos organisations viennent préparer et servir les repas afin de nous permettre de

nous consacrer aux échanges et à la formation ! Une belle manière d'expérimenter la société que l'on souhaite bâtir ensemble, entre autogestion et solidarité. Au programme, six journées thématiques : l'impérialisme et comment construire une solidarité internationale en temps de guerre ; la place des femmes en première ligne du mouvement social et de la résistance ; les voies de résistance face à la montée des racismes et du fascisme ; les liens entre marxisme et luttes LGBTQ+ ; le rôle du parti et quelle stratégie pour un parti révolutionnaire ; la nécessité de l'écologie sociale et les stratégies pour le mettre en place.

Retrouvez le détail du programme ici :



Le camp est ouvert à touTEs les jeunes révolutionnaires, alors parlez-en autour de vous ! Questions et inscriptions : jeunes@nouveau-parti-anticapitaliste.org
Viva la Quarta Internazionale, la rivoluzione sarà mondiale !

4^e INTERNATIONALE Succès des meetings de la Gauche anticapitaliste en Belgique

Les meetings ont commencé en Wallonie dans les villes de Liège, Mons et Namur, et se sont clôturés ce samedi 1^{er} juin à Bruxelles. Tous ont réussi à susciter la motivation d'un large public enthousiaste, curieux et porté par notre message. Dans chaque ville, unE porte-parole et/ou des candidatEs locaux et Philippe Poutou prenaient la parole.

Un programme de rupture

Les camarades défendaient notamment la pertinence d'une voix anticapitaliste dans la période électorale, mettaient en lumière le danger de la montée de l'extrême droite, de l'Europe forteresse et des partis capitalistes. Nous portions le projet d'une gauche qui défend la nécessité de socialiser les secteurs de l'énergie, des banques et des assurances, qui fait de la régularisation de toutes les personnes sans-papiers, l'abolition de Frontex et la liberté de circulation et d'installation pour touTEs un axe central de son programme, qui revendique le droit pour les femmes à disposer de leur corps, à travers le renforcement de l'accès

à l'IVG, la liberté vestimentaire ou encore l'investissement dans la lutte contre les violences et pour qui la solidarité avec tous les peuples en résistance dans le monde, de l'Ukraine à la Palestine, est une évidence.



La Gauche anticapitaliste en meeting à Bruxelles le 1^{er} juin. NPA

à l'IVG, la liberté vestimentaire ou encore l'investissement dans la lutte contre les violences et pour qui la solidarité avec tous les peuples en résistance dans le monde, de l'Ukraine à la Palestine, est une évidence.

Une couverture médiatique faible

Malgré différentes sollicitations, la presse locale n'a pas daigné se

déplacer ni annoncer l'existence de nos meetings, alors qu'elle consacre de nombreuses lignes aux événements des autres formations politiques, les «grands» partis. Ce désintérêt fait globalement écho à notre très faible traitement médiatique tout au long de cette campagne, à l'exception de quelques apparitions notables. Ceci pose d'importantes questions en termes de

pluralisme démocratique au sein des grands organes de presse.

Après le 9 juin

Les discussions, formelles et informelles, qui suivaient les meetings étaient riches d'enseignements et nous indiquaient que nos revendications rencontrent un véritable écho au sein de la société. Preuve qu'il existe un espace politique pour une gauche radicale et plurielle, qui assume une stratégie de rupture avec le capital et ses représentantEs. Les élections peuvent être un tremplin pour exprimer largement nos idées, mais notre stratégie devra surtout se déployer après le 9 juin. C'est pourquoi nous réitérons notre appel par lequel nous terminions nos meetings, à rassembler toutes les forces de rupture pour préparer le rapport de forces pour les batailles à venir.

Mélie Vandeloock et Laure Hortait

FÉMINISME « Si on défendait nos droits individuels dans le couple, on accepterait beaucoup moins de subir les choses »

Après un master en communication, un domaine dont elle a très vite compris qu'il n'était pas pour elle, Noémie Fachan enchaîne les jobs de service au Japon — son rêve — puis en France. Elle est aujourd'hui une dessinatrice et autrice de bande-dessinée féministe engagée, créatrice de contenu sur Instagram, et conférencière dans les entreprises, les lycées... On lui doit les excellentes BD « L'œil de la Gorgone » et « Maternités : miracles et malédictions » (voir l'Anticapitaliste n°707 du 9 mai 2024). Entretien avec **Noémie Fachan**, aka @maedusa_gorgon.

As-tu toujours été féministe ou est-ce quelque chose qui s'est construit petit à petit ?

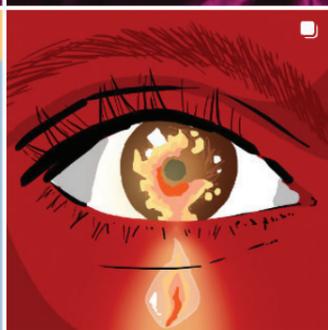
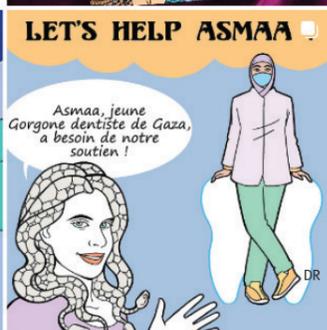
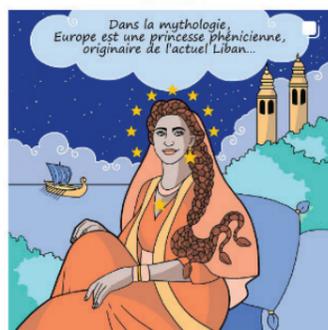
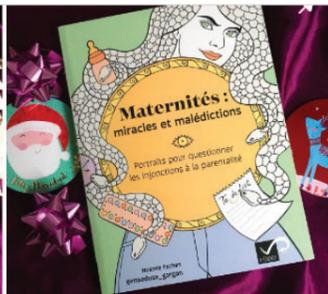
Au départ, j'étais féministe sans le savoir. Je n'avais pas lu les grandes références, ni Simone de Beauvoir ni Mona Chollet... Quand j'ai créé la page @maedusa_gorgon il y a trois ans, j'ai surtout voulu parler de moi, et de ma propre expérience de vie : agressions sexuelles, harcèlement, agissements sexistes... Comme beaucoup de personnes concernées je me sentais seule, je pensais que c'était moi qui avais un problème, quand c'était dans le couple je me remettai toujours en question. C'était sans doute à moi de changer... Ce personnage de Gorgone d'aujourd'hui, c'était vraiment la personne en colère en moi qui avait des choses à dire. C'est en voyant les retours et les réactions que ça provoquait que j'ai compris que j'étais loin d'être la seule, que c'était très systémique, et que beaucoup de choses avaient été écrites et pensées à ce sujet. J'ai mis à jour mes lectures... C'est par cette voie que j'ai fait mon entrée dans le féminisme.

Ton personnage principal, @maedusa_gorgon, est basé sur le célèbre mythe de Méduse et Persée. Ce personnage mythologique est aujourd'hui devenu une icône féministe...

Méduse est une Gorgone. Dans le mythe qui nous a été appris à l'école, elle est punie par Athéna pour avoir été violée dans son temple par Poséidon. Elle est contrainte de vivre recluse, avec ces fameuses serpents sur la tête, condamnée à figer tous les hommes dont elle croise le regard. Persée est le formidable héros qui parvient, par la ruse, à la décapiter. Si on lit les choses autrement, on peut tout à fait imaginer qu'Athéna n'a pas cherché à la punir, mais plutôt à la doter d'armes pour se défendre des hommes... Méduse aurait pu choisir de devenir une furie vengeresse, au lieu de quoi elle va délibérément s'installer au fin fond d'une grotte, où elle ne pourra nuire à personne. Et, alors même qu'elle est peinarde dans son trou, Persée la traque et la supprime. Il n'est pas étonnant de constater que les féministes se la réapproprient aujourd'hui... Dans mes histoires, les Gorgones sont les femmes, mais aussi toutes les minorités de genre, les personnes discriminées de manière générale. Les Persée sont les hommes auxquels iels sont confrontés.

Tu as choisi de t'exprimer en bande dessinée. Pourquoi ce média en particulier ?

J'ai toujours écrit et dessiné. Quand Maedusa a dû s'exprimer en 2021, il était évident pour moi que ça allait se faire en BD.



Dans mes histoires, les Gorgones sont les femmes, mais aussi toutes les minorités de genre, les personnes discriminées de manière générale

Avant ça j'étais pourtant très sûre de ne pas savoir faire, de ne pas avoir la vision cinématographique nécessaire... Et j'ai eu beaucoup de chance, ça a très vite marché. Un post en particulier a vraiment changé la donne : en 48 heures, je suis passée de 20 000 à 60 000 abonnéEs. C'était celui où un homme propose à sa copine de s'installer avec lui, et elle lui explique pourquoi, même si elle l'aime, elle refuse de s'engager sur cette voie. Il y a eu énormément de réactions à la suite de cela, de femmes qui se reconnaissaient là-dedans bien sûr, mais aussi d'hommes avec les classiques « Not all men », « elle ne l'aime pas vraiment en fait », etc. Mais il est important de sortir de la bulle du « par amour, je peux tout accepter ». Si on défendait nos droits individuels dans le couple comme on peut le faire au travail, on accepterait beaucoup moins de subir les choses.

S'exprimer en ligne, surtout en tant que femme, est souvent compliqué. Comment gères-tu ces réactions parfois violentes à ton travail ?

J'essaie de regarder tous les commentaires négatifs. Il y en a plusieurs types... les « ouin-ouins », auxquels il est très drôle de répondre de manière ironique, en se moquant d'eux sans en avoir l'air. J'aime beaucoup le faire de façon extrêmement polie, ou en faisant semblant d'aller dans leur sens pour leur montrer l'absurdité de la chose. Et il y a les commentaires directement oppressifs ou violents, que je supprime,

puisqu'il est hors de question que les gens qui regardent mes posts les subissent. C'est une page d'opinion personnelle, je ne suis pas un média qui doit représenter tous les points de vue. Mais les commentaires les plus virulents se retrouvent souvent dans la bouche de mes Persée... Je m'en nourris aussi.

Dans ton premier livre « Maternités : miracles et malédictions », tu abordes les injonctions à la parentalité. Pourquoi avoir choisi ce thème ?

L'éditeur Hatier est vraiment tombé à pic. Elles sont venues me chercher à un moment où je me posais justement toutes ces questions sur la maternité, ce qui m'avait même amené à entamer une thérapie. J'essayais de faire le tri entre mes désirs réels et ceux que la société m'imposait. Hatier avait une collection de livres sur la parentalité, les éditrices sont venues me voir en me disant qu'elles adoraient ce que je faisais, et m'ont proposé d'aborder ce thème précis.

Tu es par ailleurs également conférencière, pour sensibiliser aux questions de sexisme dans les entreprises, les lycées...

Je fais surtout de la sensibilisation aux violences de genre, au harcèlement, au consentement... J'interviens beaucoup dans les quartiers populaires, puisque ce sont surtout ces lycées pro qui vont avoir les subventions et donc le budget pour organiser ce type de rencontre. Je n'ai pas toujours l'impression d'être la plus légitime pour aborder ces sujets dans certains contextes, dans ces quartiers : je suis une femme blanche de bientôt quarante ans qui va se retrouver face à une majorité de très jeunes hommes racisés. Il y a beaucoup de remise en question. Je trouve plus juste d'intervenir aux côtés d'assos locales, mais ce n'est pas toujours organisé ainsi.

J'aimerais, pourquoi pas, créer un réseau d'adelphes qui pourraient intervenir à droite à gauche selon leurs qualifications. Mais souvent ce sont les professeurEs qui font appel à moi parce qu'ils ont aimé mon travail, alors j'y vais, je fais de mon mieux, j'essaie de planter de petites graines, le temps d'une intervention.

D'autres projets dans les tiroirs ?

Oui, bien sûr, en septembre il y aura une suite à « Maternités », qui se placera quelques années plus tard et dans laquelle je parlerai d'éducation. La suite de « L'œil de la Gorgone » est prévue pour le printemps 2025. J'ai aussi plein d'autres idées même s'il est un peu tôt pour en parler. Ce n'est pas l'inspiration qui manque ! Trop de projets, si peu de temps (rires). Et puis, je vais évidemment continuer de faire vivre ma page @maedusa_gorgon, même s'il est important de garder en tête qu'avec les réseaux, on n'est jamais sûr de rien, et que tout peut s'arrêter du jour au lendemain !

Propos recueillis par Cyrielle L.A.

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
L_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°156 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

